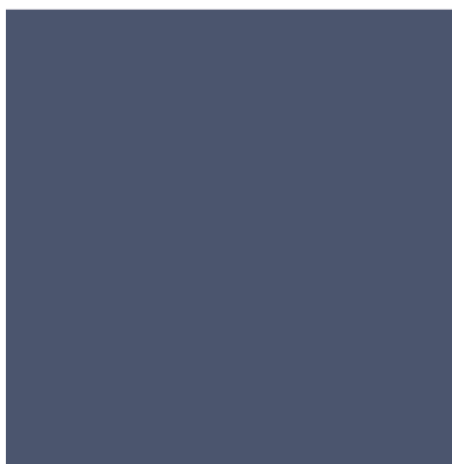


DOSSIER



AMBITIONS ET DÉFIS POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE POUR 2026 [ET APRÈS]



réalisé entre 2024 et 2025

SOMMAIRE

Pourquoi le chantier “Ambitions pour la participation pour 2026” ?	2
Les étapes du chantier	3
PLAIDOYER : 8 CONSTATS ET ENJEUX	5
Plaidoyer en 8 constats et enjeux	6
LES 13 FICHES DÉFIS	7
Mode d’emploi	8
Les fiches défis	8
LE DÉFI DE DONNER ENVIE	10
LE DÉFI DU CARE [PRENDRE SOIN]	12
LE DÉFI DE LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S DE QUARTIERS POPULAIRES	14
LE DÉFI DE LA RECONNAISSANCE DE L’ENGAGEMENT	16
LE DÉFI DE L’INFORMATION	18
LE DÉFI DE L’ACCUEIL DU CONFLIT	20
LE DÉFI DU LIEN À LA DÉCISION ET DE LA REDDITION DES COMPTES	22
LE DÉFI DE LA GARANTIE	24
LE DÉFI DE L’ÉVALUATION	26
LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES	28
LE DÉFI DE FAIRE TERRITOIRE COMMUN	30
LE DÉFI DE L’INTÉGRATION DU VIVANT NON-HUMAIN	32
LE DÉFI DE L’HYBRIDATION DÉMOCRATIQUE	34
LES ÉTAPES DU CHANTIER EN DÉTAIL	36
Les “conversations entre”	39
Les ateliers	41
Ressources pour aller plus loin	43

Pourquoi le chantier “Ambitions pour la participation pour 2026” ?

La pratique de la participation citoyenne se construit depuis bientôt 25 ans en France. Elle a connu des avancées importantes (à travers notamment les lois entre 2000 et 2020 ⁽¹⁾ et les pratiques associées) qui se sont matérialisées par l'émergence de professionnel.les dans les collectivités, les services de l'Etat, les entreprises de conseil et le monde associatif. **De plus en plus de Français.es ont été et sont en présence de dispositifs de participation qui s'enrichissent et s'emboîtent.**

La démocratie participative s'est installée dans le paysage politico-administratif avec différentes formes de démocraties, qui coexistent, via une palette diversement mobilisée selon les échelles, les volontés politiques ; un corpus de professionnel.les formé.es et avec des savoir-faire identifiés dans nombre d'institutions ; un écosystème qui s'est organisé dans le public, l'ESS et le privé.

Alors que les élections municipales de 2014 et 2020 se sont fortement focalisées sur la place des citoyen.nes et la participation citoyenne comme moteur de nouveauté et d'innovation démocratique, pour les équipes se présentant devant le suffrage des électeur.rices pour les élections municipales de 2026, des inquiétudes se font jour, de la part des praticien.nes, d'un **risque de retour en arrière et de balayage, voire de rejet de la participation citoyenne...** En effet, certains discours au niveau national, identifient que la participation citoyenne prendrait trop de temps face à l'impérieuse nécessité de ré industrialisation ou remettent en cause le long et important travail de structuration du débat public et de positionnement des garant.es de la Commission nationale du débat public. Ce peut aussi être le cas au niveau local, il peut être tentant de repousser rapidement le travail complexe et parfois inconfortable du dialogue territorial...

D'autres indiquent aussi que, finalement, la participation citoyenne ne servirait pas à grand-chose, réunissant « toujours les mêmes » et n'étant pas en capacité de transformer les institutions locales et nationales : son efficience pourrait être remise en cause, d'autant qu'elle ne permettrait pas le nécessaire renouveau démocratique.

Le champ de la participation est à la croisée de la transition environnementale, des changements de comportements et des modes

de vie, de l'inclusion et de la vitalité démocratique de la société, mais elle ne peut porter, seule sur ses épaules, l'objectif de résoudre l'ensemble des maux de la société.

Il est temps de faire le point, pour que ces pratiques nécessaires (mais non suffisantes) au renouvellement démocratique, se renforcent, franchissent une étape.

Les prochaines élections municipales de 2026 sont donc l'occasion d'interpeller les listes qui se présentent, sur la place qu'elles comptent faire à la démocratie participative / délibérative. Cela doit permettre de s'interroger sur les différentes formes de démocratie à faire vivre dans l'espace public, le positionnement des (futurs) élu.es vis-à-vis de celles-ci et l'évolution de l'administration que cela suppose.

Le conseil d'administration de l'institut de la concertation et de la participation citoyenne a souhaité creuser le sujet et faire le point avec les membres de son réseau, composé de chercheurs, praticien.nes, publics et privés, membres d'associations... et ses partenaires, pour **identifier les avancées et poser les jalons pour 2026 et la prochaine décennie.**

Nous avons bien sûr la conviction que **des graines de transformations ont été posées, ont germé et qu'il s'agit aujourd'hui d'aller plus loin pour renforcer la place des citoyen.nes dans notre démocratie, notamment au niveau local.**

(1) Loi Vaillant, 27 février 2002, instituant les conseils de quartier dans les villes de plus de 80 000 habitants. Convention d'Aarhus (1998, 2002). Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (2014), instaurant les conseils citoyens dans les quartiers prioritaires. Charte de la participation du public (2016)...

Les étapes du chantier

Le choix des sujets s'est construit au fil de l'eau, sur la base des hypothèses posées, issus des discussions avec les élu.es, les praticien.nes.es, chercheuses et chercheurs et toutes les personnes qui ont participé aux rencontres. Au fur et à mesure les défis se sont dessinés et précisés.

Le chantier s'est déroulé en trois grands temps :

- les "grands entretiens",
- les "conversations entre"
- les "ateliers-défis".

Ce sont en tout près de 600 personnes qui ont permis de faire émerger la matière que nous partageons !

Voici comment se sont structurés ces temps-clés :

Les Grands entretiens	avec Fanny Lacroix	50 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	avec Pascal Clouaire	45 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	avec Ombelyne Dagicour	35 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	avec Anouch Toranian	30 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay

Les Conversations entre	Comprendre le formes d'engagement dans une société morcelée	60 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	Comprendre les relations des citoyen.nes à la politique	30 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	Comprendre les dynamiques des quartiers populaires (avec l'institut Alinsky)	40 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay
	Comprendre la démocratie d'interpellation	25 participant.es	Lien vers compte-rendu et replay

Les ateliers	Ecrire un programme pour les municipales (dans le cadre des Rencontres européennes de la participation)	60 participant.es	Lien vers compte-rendu
	Atelier défis à Lyon avec le Comité des alli.es	20 participant.es	Lien vers compte-rendu
	Atelier défis à Angers (ICPC 49)	20 participant.es	Lien vers compte-rendu
	Atelier défis à Nantes (ICPC 44)	25 participant.es	Lien vers compte-rendu
	Ateliers défis à Rennes (ICPC 32 et Sciences po Rennes)	12 + 30 étudiant.es	Lien vers compte-rendu
	Atelier 3 défis en partenariat avec Truedem et Sciences po Grenoble)	30 participant.es	Lien vers compte-rendu
	Atelier défis à Toulouse lors des rencontres nationales des conseils de développement	60 participant.es	Lien vers le compte-rendu

PLAIDOYER : 8 CONSTATS ET ENJEUX

Ces constats et pistes sont un petit plaidoyer qui s'est construit au fil des rencontres, entretiens et ateliers. Il n'a pas vocation à être parfait et complet, il pose quelques constats et enjeux.

Plaidoyer en 8 constats et enjeux

Une démocratie solide passe par un équilibre entre confiance et vigilance, avec une capacité citoyenne à s'exprimer, à partager, à prendre part, mais aussi à revendiquer, à évaluer et à suivre les prises de décisions.

Il s'agit d'avancer vers des mécanismes effectifs d'inclusion, de transparence, d'écoute et de redevabilité en proposant des espaces innovants, hybrides, inclusifs et en s'appuyant sur des structures de terrain et le savoir-faire des praticiennes et praticiens.

1er constat : les praticien.ES de la participation pointent la crise de confiance que traverse la démocratie représentative : hausse de l'abstention, poussée de la défiance à l'égard des institutions politiques... Pour eux, les citoyen.nes ne remettent pas forcément en question la démocratie, mais ils identifient, au contraire et parfois en creux, un déni démocratique au travers de leur remarque "on ne nous écoute pas".

1er enjeu : il s'agit donc de **réaffirmer l'importance de l'impératif démocratique face aux attaques et dangers à différentes échelles.**

2ème constat : notre démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui n'est pas opérante pour répondre aux enjeux d'inclusion, de solidarité et de transition environnementale, avec une perte d'espoir dans la capacité du système politique à répondre aux défis de notre temps.

2ème enjeu : il s'agit donc de **rendre plus efficiente la participation citoyenne qui doit servir aux enjeux de notre société.**

3ème constat : certains citoyen.nes, et souvent les plus précaires ou marginalisés, aspirent à plus de pouvoir, d'impact sur les décisions, voire de contrôle des élu.ES.

3ème enjeu : il s'agit donc de **mettre en place des processus qui identifient comment les décisions sont prises et d'ouvrir les espaces de décision aux citoyen.nes.**

4ème constat : après la forte structuration institutionnelle de la participation, le soutien aux processus plus émergents est essentiel : dans le monde rural, dans les quartiers, à travers des collectifs, à travers des lieux auto-organisés...

4ème enjeu : il s'agit donc d'imaginer **un autre positionnement des élu.ES et des institutions, comme "accompagnateurs" des initiatives, en s'appuyant sur les savoirs faire d'écoute des associations notamment d'éducation populaire et des professionnel.les de terrain.**

5ème constat : les praticien.nes font face à des revendications, à des interpellations fortes, avec un besoin de s'ouvrir à d'autres formes d'expressions, plus revendicatrices, pour mieux accueillir les conflits, les respecter, écouter, apprendre à les gérer...

5ème enjeu : il s'agit donc de **favoriser la démocratie d'interpellation, d'assurer un continuum de suivi des demandes et revendications citoyennes et d'ouvrir des dispositifs favorisant ces prises en compte.**

6ème constat : aujourd'hui, un des enjeux essentiel est l'élargissement du public pour construire un dialogue reflétant la diversité ; entre l'"aller vers", le tirage au sort... les outils existent, encore faut-il les mobiliser à bon escient.

6ème enjeu : il s'agit donc de mettre en place concrètement les actions pour élargir les publics et notamment **créer des espaces politiques de discussion sécurisants, inclusifs, populaires et respectueux, avec la nécessité de prendre soin des uns et des autres.**

7ème constat : pour accueillir la diversité et permettre un engagement dans la durée, construire des espaces délibératifs de qualité, équilibrés et efficaces, il faut reconnaître et valoriser l'engagement citoyen.

7ème enjeu : il s'agit donc d'**instituer un statut de "citoyen participant" avec différents outils, pour reconnaître l'engagement citoyen.**

8ème constat : Les praticiennes et praticien.nes indiquent de nombreux freins au sein des institutions et des territoires pour faire reconnaître la participation citoyenne comme moyen de construire des politiques publiques plus efficaces, levier de transformations.

8ème enjeu : il s'agit donc de **reconnaître les nécessaires compétences, de positionner la participation comme levier de transformation démocratique et institutionnelle, de laisser la place à l'expérimentation.**

LES 13 FICHES DÉFIS

INCLUSION ET ENGAGEMENT CITOYEN

LE DÉFI DE DONNER ENVIE

LE DÉFI DU CARE [PRENDRE SOIN]

LE DÉFI DE LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S DE QUARTIERS POPULAIRES

LE DÉFI DE LA RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT

QUALITÉ ET IMPACT DES DEMARCHES PARTICIPATIVES

LE DÉFI DE L'INFORMATION

LE DÉFI DE L'ACCUEIL DU CONFLIT

LE DÉFI DU LIEN À LA DÉCISION ET DE LA REDDITION DES COMPTES

LE DÉFI DE LA GARANTIE

LE DÉFI DE L'ÉVALUATION

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET TRANSFORMATION INSTITUTIONNELLE

LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

LE DÉFI DE FAIRE TERRITOIRE COMMUN

LE DÉFI DE L'INTÉGRATION DU VIVANT NON-HUMAIN

LE DÉFI DE L'HYBRIDATION DÉMOCRATIQUE

MODE D'EMPLOI

Les fiches défis Comment les utiliser ?

Les défis se sont constitués au fur et à mesure des semaines et des discussions.

Les fiches défis ont été alimentées lors des ateliers et rencontres au printemps et été 2025, toutes ne le sont pas de la même manière et avec la même intensité, à vous de les remplir avec vos propres expériences et réflexions !

A noter que les fiches-défis sont présentées en trois grandes familles :

1. Inclusion et engagement citoyen
2. Qualité et impact des démarches participatives
3. Transition écologique et transformation institutionnelle

Positionnement sur l'ensemble des items sous forme de radar général (page 9)

Vous pouvez vous positionner sur l'ensemble des défis sous la forme d'un graphique radar en identifiant **de 0 (moins bon) à 5 (très bon)**, le niveau auquel vous pensez vous situer.

Pour chaque fiche : positionnement et avancées pour relever le défi (de la page 10 à la page 35)

Chaque fiche présente la matière récoltée lors des ateliers, des pistes et un radar qui vous permet de vous situer en identifiant **de 0 (moins bon) à 5 (très bon)**, et de poser des jalons pour tenter de relever le défi !

Relevons les défis de la participation ensemble !

Pour relever vos défis, vous pouvez faire appel à l'ICPC pour un temps d'échange et d'accompagnement d'une demie journée ou d'une journée de séminaire en visio ou en présentiel, avec vos équipes (max 12 personnes), selon vos besoins.

- Pour les structures adhérentes, une demie journée est comprise dans l'adhésion.
- Pour les structures non adhérentes, le coût facturé est de 1200 euros pour une demie journée (préparation et CR compris).

Contactez-nous à :
contact@concerter.org

RADAR GENERAL

Positionnez-vous sur l'ensemble des défis avec ce radar :
de (moins bon) à 5 (très bon) quel est votre positionnement dans votre territoire, votre institution, structure ?

Rappel des 13 défis :

INCLUSION ET ENGAGEMENT CITOYEN

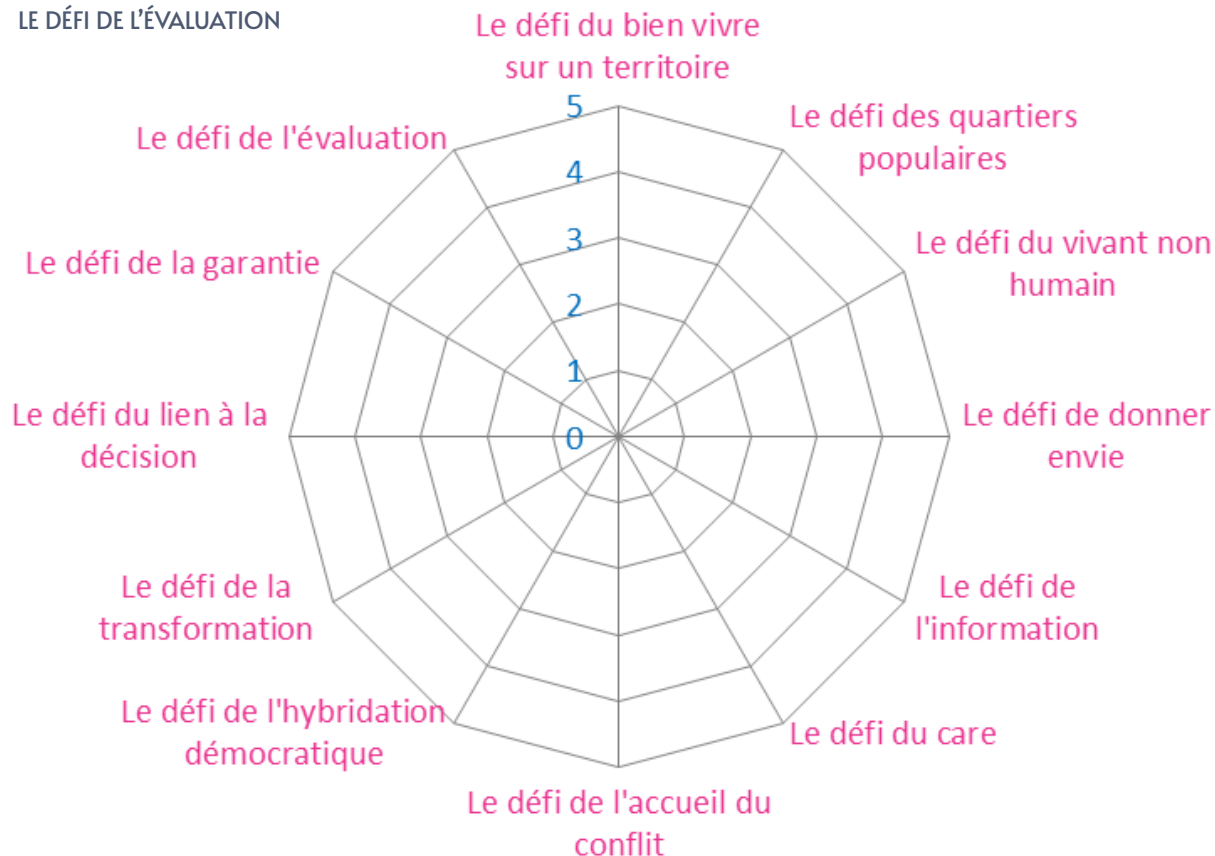
LE DÉFI DE DONNER ENVIE
LE DÉFI DU CARE [PRENDRE SOIN]
LE DÉFI DE LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S DE QUARTIERS POPULAIRES
LE DÉFI DE LA RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET TRANSFORMATION INSTITUTIONNELLE

LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES
LE DÉFI DE FAIRE TERRITOIRE COMMUN
LE DÉFI DE L'INTÉGRATION DU VIVANT NON-HUMAIN
LE DÉFI DE L'HYBRIDATION DÉMOCRATIQUE

QUALITÉ ET IMPACT DES DEMARCHES PARTICIPATIVES

LE DÉFI DE L'INFORMATION
LE DÉFI DE L'ACCUEIL DU CONFLIT
LE DÉFI DU LIEN À LA DÉCISION ET DE LA REDDITION DES COMPTES
LE DÉFI DE LA GARANTIE
LE DÉFI DE L'ÉVALUATION



LE DÉFI DE DONNER ENVIE

Constats

Donner envie passe aussi par redonner confiance dans les espaces démocratiques. Pour avoir envie de participer, les personnes doivent avoir connaissance du sujet, de la proposition, se sentir accueillies et identifier les effets concrets de leur participation. Le type de sujet mis en débat est aussi un point d'appui : quand on se sent impacté, touché on se mobilise !

Enfin, la communication, avant, pendant et après, pour attirer de nouveaux publics, embarquer des actifs, des parents, des jeunes... et valoriser leurs engagements et expressions est essentielle. Mais attention, certains affirment ressentir une hypersollicitation liée à l'information et peuvent se sentir noyés...

Pistes

- Proposer des dispositifs diversifiés : parfois pour un public cible (jeunes, personnes handicapées...), parfois très ouverts, pour que tout le monde puisse participer, à travers des outils adéquats.
- Diversifier les formes de participation en incluant l'artistique et l'évènementiel par exemple.
- Diversifier les façons de toucher les personnes : peut-être instaurer du tirage au sort, mais aussi parfois privilégier le contact direct, le porte à porte, de pair à pair....
- Faire en sorte que toutes les formes de participation soient valorisées, même ponctuellement, sur des projets courts, du quotidien.
- Mettre en débat des sujets ambitieux, qui touchent les gens, sur lesquels les orientations des participants auront un fort impact.
- Rendre plus transparents les processus de décisions pour assurer le lien entre participation et décision (lire la fiche reddition des comptes).
- Communiquer sur les démarches participatives avec *fun* !

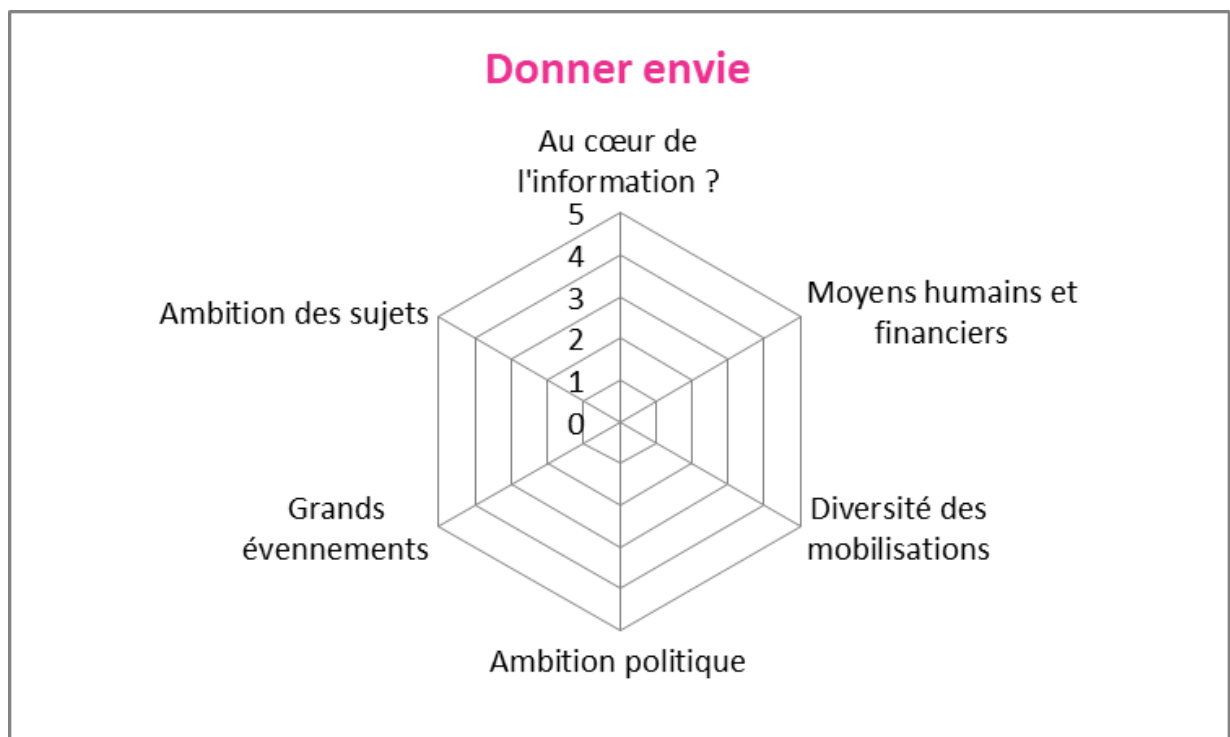
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Est-ce que la participation est au cœur de l'information de votre institution ?
- Quel est le niveau des moyens humains et financiers alloués ?
- Quelle échelle de diversité dans les formes de mobilisation déployez-vous ?
- Quelle est l'ambition politique pour rendre plus impactante la participation ?
- Des événements participatifs ont-ils déjà été organisés, envisagés ?
- Quel est le niveau d'ambition des sujets à mettre en débat ?



LE DÉFI DU CARE [PRENDRE SOIN]

Constats

Le care est une des conditions d'une démocratie renouvelée, celle qui prend soin des conditions même de la participation. Ce care démocratique consiste à favoriser, créer, maintenir ou réparer des espaces communs nécessaires au bien être, au dialogue, à la délibération, s'appuyant sur une reconnaissance mutuelle. Dans un moment de tensions, l'approche par le care permet l'inclusion des différentes approches et peut intégrer les émotions dans une démarche : les émotions des participants, des organisateurs, des commanditaires...

Pistes

- L'approche reposant sur de la disponibilité, de l'attention, du soutien, de la médiation... peut être portée par les milieux associatifs, des individus et des citoyen.nes ordinaires... Par leurs pratiques informelles, les personnes en marge peuvent jouer un rôle clé. Afin d'éveiller ces envies, l'éducation populaire peut être mobilisée.
- Proposer parfois des espaces réservés à des publics en non-mixité (à la manière d'ATD Quart monde concernant les publics précaires) - lire la fiche non mixité du chantier ["genre et participation"](#).
- Passer d'un mode de commande ou de consultation au partage des sujets dans lesquels chaque acteur dispose d'une place.
- Se former entre pairs, en binôme élu.e et technicien.ne, technicien.ne et citoyen.ne et développer cette approche au sein de sa structure (une structure qui développe du care en interne pourra plus facilement le développer avec des parties prenantes)...
- Valoriser l'apport expérientiel, notamment développé dans la santé et le social.
- Vulgariser les propos très complexes en utilisant notamment le FALC (facile à lire et à comprendre).
- Être davantage dans une logique de design et de prototypage qui permet d'embarquer "autrement" des gens.
- Proposer des outils différents, des approches ne reposant pas forcément sur l'expression orale et écrite.
- Développer la démocratie du "faire" et croiser participation et solidarité : jardins partagés, communs alimentaires, échanges autour du recyclage, cafés solidaires...

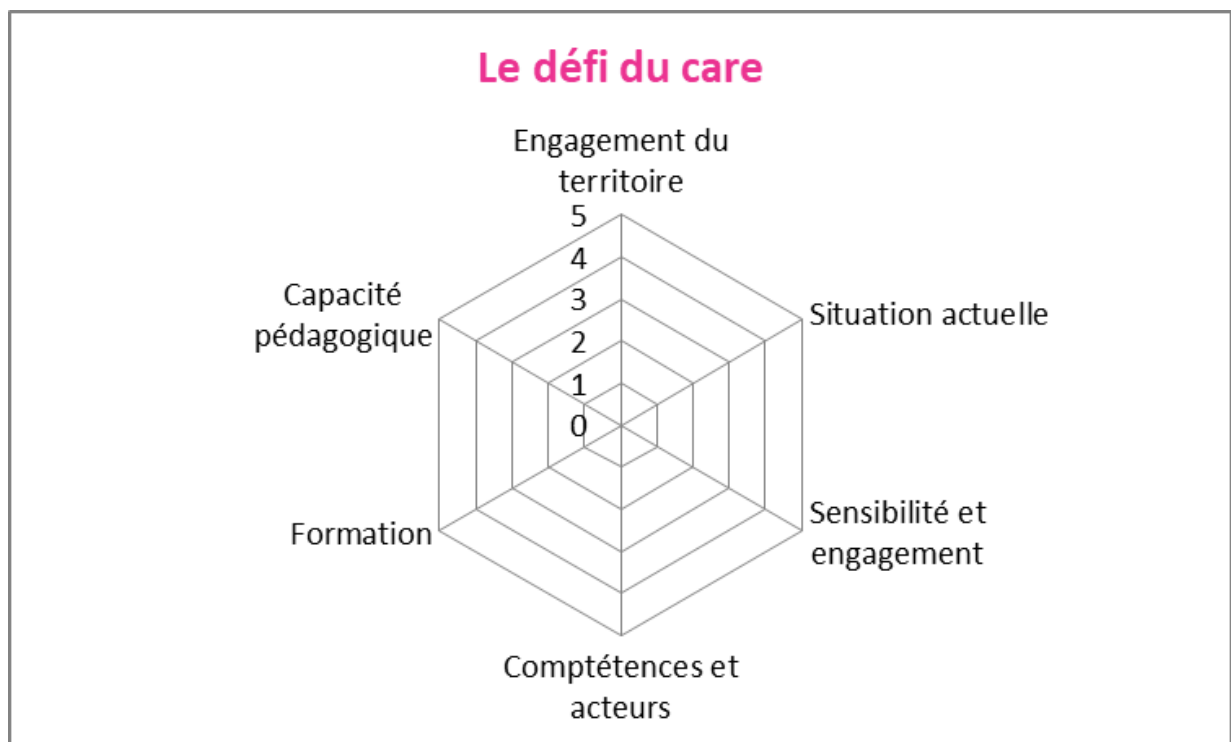
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est le niveau de sensibilisation sur cette approche dans votre territoire ?
- Quelle est votre capacité à dresser un état de la situation sur ce sujet ?
- Quel est le niveau de votre sensibilité et engagement sur le sujet ?
- Avez-vous repéré les compétences et acteur.rices sur lesquels vous appuyer pour relever ce défi ?
- Quel est votre niveau de formation sur le sujet ?
- Quelle est la capacité à rendre pédagogique ce type d'approche dans votre structure/territoire ?



LE DÉFI DE LA PARTICIPATION DES HABITANT.E.S DE QUARTIERS POPULAIRES

Constats

La participation des publics marginalisés, éloignés, se sentant en difficulté est vécue comme compliquée, difficile par nombre de praticien.nes. Bien connaître le tissu local et les acteurs de terrain, notamment associatifs, développer l'écoute fine et être dans la proximité sont des approches qui permettent de comprendre les réseaux et formes informelles de mobilisations et d'entraides qui peuvent exister dans certains territoires. Mais ce n'est pas toujours simple d'échanger et de construire des cadres de confiance avec des collectifs revendicatifs ou orientés sur des demandes spécifiques.

Pistes

- Connaître l'environnement des populations marginalisées (associations, réseaux, collectifs, lieux...).
- S'appuyer sur des relais, comme les maisons de quartier ou les centres sociaux...
- Reconnaître les différentes pratiques dans ces territoires et entretenir un rapport de confiance, en valorisant l'expertise des personnes.
- tenter de comprendre les freins matériels et psychologiques pour les lever.
- Informer et accompagner : rendre accessibles les informations et les services, en faisant de "l'aller vers", des rencontres sur le terrain (vélo cargo par exemple), mais aussi donner les moyens de la mobilité (accompagnement, tickets...).
- S'installer dans les lieux dans la durée (maison de projet, permanences, présences sur les marchés...).
- Valoriser l'engagement, tout en ayant en tête qu'il existe des réseaux de solidarité puissants en dehors de l'institution.
- Ne pas plaquer des méthodes toutes faites, mais s'adapter à de possibles difficultés matérielles ou besoins spécifiques (gardes d'enfant, horaires contraignants...).

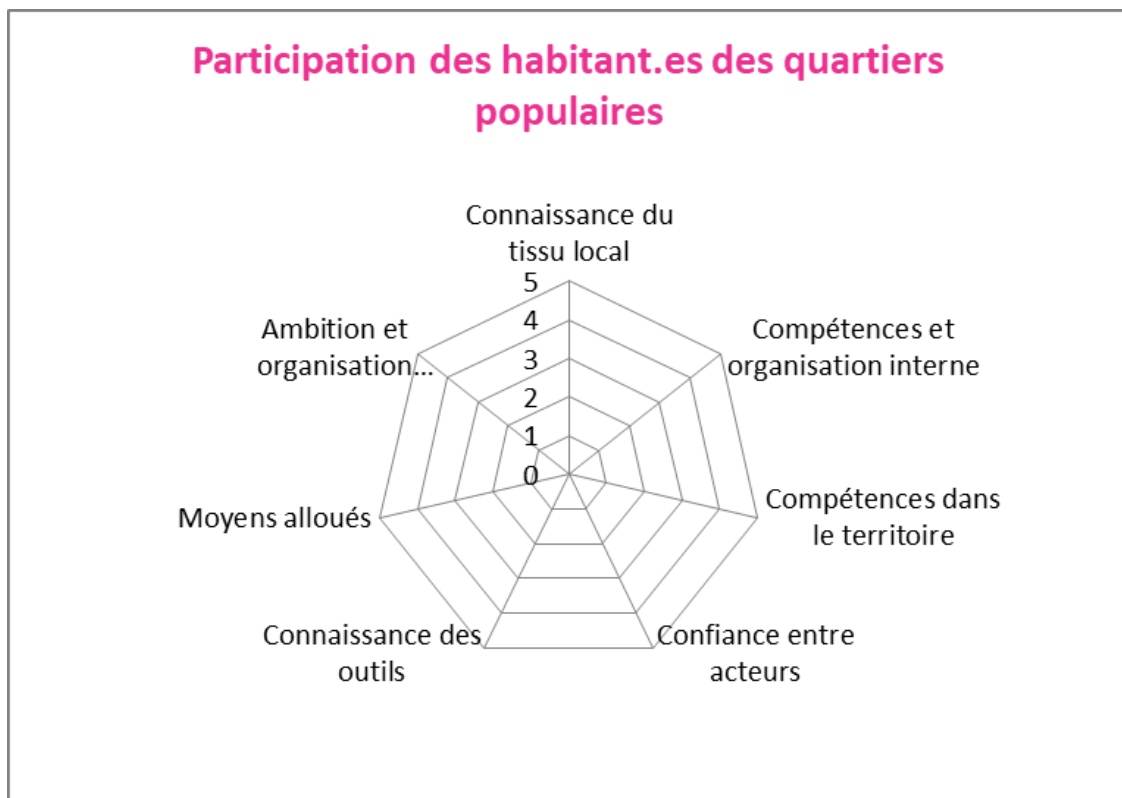
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est le niveau d'ambition politique, l'organisation et la maturité des élu.es sur le sujet ?
- Quelle est votre connaissance du tissu local ?
- Quel est le niveau de compétences dans votre organisation ?
- Quel est le niveau de compétences dans votre territoire sur lesquelles vous pouvez vous appuyer ?
- Existe-t-il des relations entre les acteur.rices et une certaine confiance (que vous pourrez repérer ?)
- Connaissez-vous et avez-vous déjà mobilisé des outils pour relever ce défi ?
- Quels moyens pouvez-vous allouer à cette approche ?



LE DÉFI DE LA RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT

Constats

D'une part, les formes d'engagements sont diverses, voire volatiles, de plus en plus individualisées et sont donc plus difficiles à repérer ; d'autre part, l'engagement, du fait du manque de confiance dans les espaces institutionnels, est difficile. Il faut donc à la fois donner des gages de confiance et reconnaître l'engagement quand des citoyens donnent de leur temps, des soirées, des week-ends et de leurs compétences pour débattre et construire des pistes d'intérêt collectif. Cette reconnaissance peut passer par différents moyens et outils pas forcément uniquement matériels.

Pistes

- Se poser la question des publics : tout le monde n'a pas besoin des mêmes types de valorisations.
- Faire une cartographie des engagements (associatifs, ponctuels, communautaires, familiaux...) pour construire un *continuum* de reconnaissance.
- Avoir une attention particulière aux personnes en situation de difficulté et (handicapés, SDF...) pour mieux les valoriser.
- Prendre en compte les questions de risques de retrait des aides financières pour les publics recevant des aides (RSA, aides sociales handicapés...)
- Se poser la question des différentes formes de valorisations, pas uniquement financières, mais pouvant aussi passer par de la formation, des outils de valorisation des compétences, à travers des partenariats avec des institutions et universités...
- Mettre en place des paliers de reconnaissance pour les différentes formes d'engagements : pérennes, dans la durée, mobilisation d'une expertise spécifique....
- Être clair dès le départ pour lier mobilisation et valorisation.

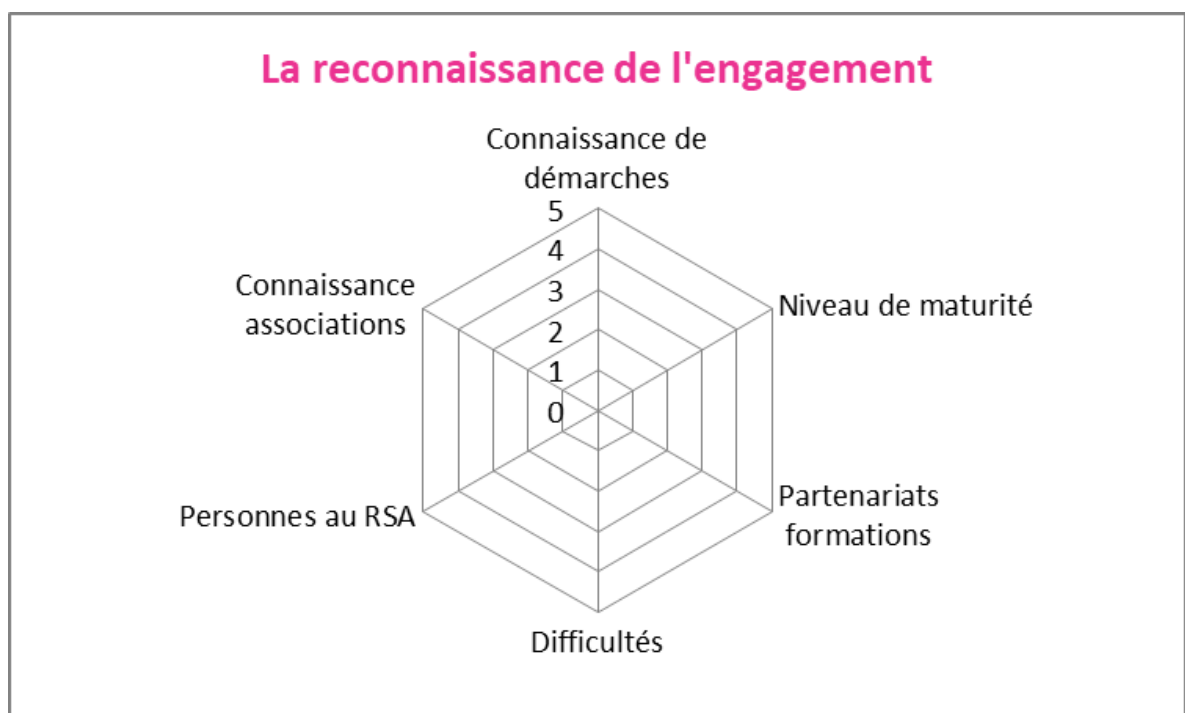
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est votre niveau de connaissance du sujet et de démarches de valorisation ?
- Quel est le niveau de maturité de votre institution sur le sujet ?
- Avez-vous des contacts ou des partenariats avec des universités ou centres de formations qui pourraient vous aider sur le sujet ?
- Quel est le niveau perçu de difficulté de mise en œuvre ?
- Quel est votre niveau d'expérience de travail participatif avec des personnes au RSA?
- Quel est votre niveau de connaissance des associations ou acteurs qui pourraient vous accompagner ?



LE DÉFI DE L'INFORMATION

Constats

Il semble qu'aujourd'hui le "trop plein" d'informations induit des difficultés à vérifier la véracité et la pertinence des informations et de leurs sources, notamment des images. La qualité de l'information devient un sujet important à travailler lors des démarches de participation, afin que tout le monde ait accès aux "bonnes" informations, puisse les vérifier, et construire son propre chemin informatif. Il s'agit de renforcer la vigilance et l'outillage informationnel, tant pour les maîtres d'ouvrage que pour les collectifs et les citoyens.

Pistes

- Identifier les informations qui circulent sur le sujet envisagé.
- Assurer une information préalable, de qualité et sourcée, nécessaire à la participation citoyenne.
- Afin que chacun.e puisse travailler sur ses représentations, préjugés ou *a priori*, instaurer des "lieux communs d'information" pour mieux apprendre à décrypter l'info ; ces espaces peuvent être proposés tout le long d'une démarche.
- Créer des temps d'information, de décryptage et d'analyses des sources en direction de tous les publics (dont des ateliers ludiques et pédagogiques pour les enfants).
- Travailler avec les services communication des collectivités pour proposer des rubriques de décryptage sur les sites, newsletters, journaux...
- Travailler à l'ouverture des données (*open data*) et proposer des formations (en s'appuyant sur des associations, des *civic tech*...).
- Permettre à des collectifs de se saisir de données pour construire leurs outils de connaissance et partir de leurs présentations si besoin.
- Accueillir les controverses sur les données et mettre en place des débats entre scientifiques.
- Donner accès et vulgariser la parole scientifique.

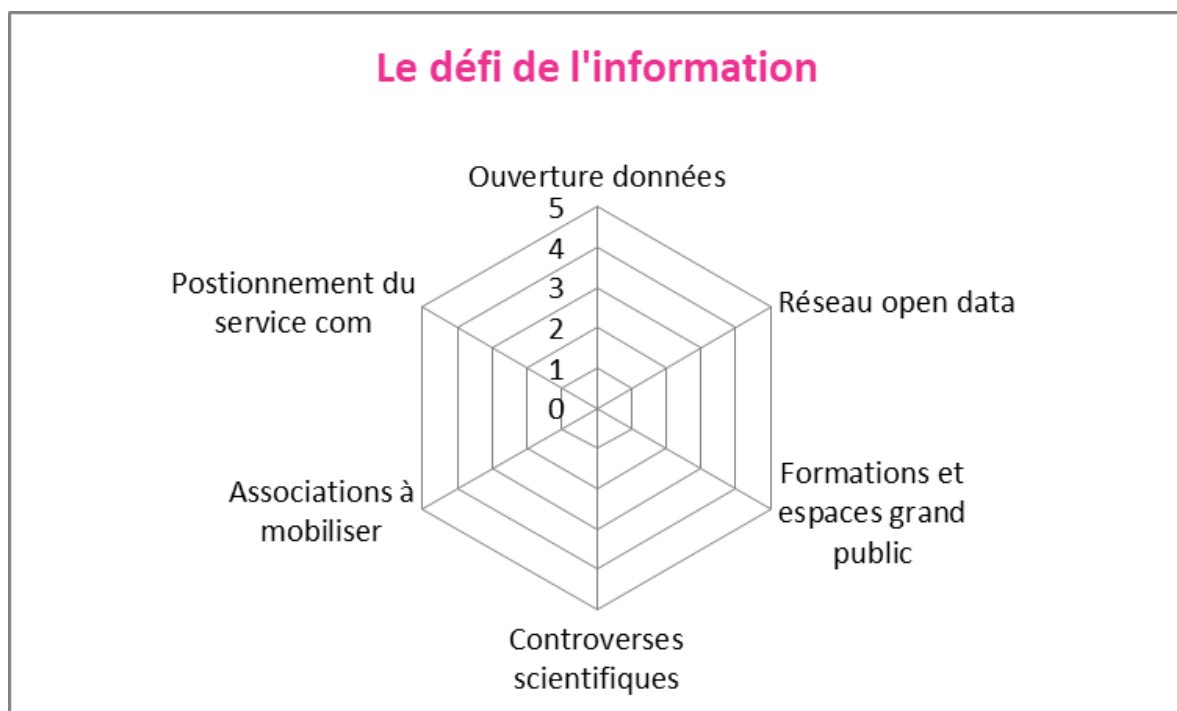
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est le niveau d'ouverture des données publiques dans votre institution et/ou territoire ?
- Existe-t-il un réseau *open data* sur le territoire ?
- Existe-t-il des formations et des espaces grand public sur la production et la vérification de l'information ?
- Existe-t-il des temps et/ou des espaces de controverses scientifiques sur les sujets ?
- Avez-vous repéré des collectifs et associations sur le sujet ?
- Comment est positionné le service communication sur le sujet ?



LE DÉFI DE L'ACCUEIL DU CONFLIT

Constats

Le fait que tout le monde soit d'accord n'est pas toujours signe d'une concertation réussie. Pourtant, le conflit est souvent perçu comme négatif, agressif, voire peut générer de la peur. Il peut être aussi chronophage, décourageant, et peut induire un désengagement des élu.es, des agent.es et de citoyens n'aimant pas le conflit. Une préparation adéquate, une écoute et une prise en compte attentive dans un cadre d'échange sécurisant pourraient permettre des désaccords féconds et une valorisation de la pluralité des points de vue, avec parfois des espaces dédiés.

Pistes

- Ne pas avoir peur du conflit, qui entendu, peut aussi être le signe d'une démarche participative complète.
- Préparer en amont avec chaque partie prenante, parfois en bilatéral, selon les positionnements de chacune.
- Proposer des espaces de dialogue en vis-à-vis sur des sujets à conflits
- Poser un cadre clair et connu de toutes et tous, avec des formes de répartition de la parole et un respect des étapes du dispositif.
- Se former à la communication non-violente afin de débattre et d'être dans une démarche de coopération.
- Prendre en compte les expériences et les témoignages, afin de valoriser les savoirs expérientiels (écouter d'autres apports basés sur le témoignage).
- Encourager les participant.es à sortir du cadre personnel et nourrir le collectif.
- Utiliser les notions de *consensus*, de *compromis* et de *consentement*, car l'idée n'est pas que toutes et tous soient d'accord, mais ne s'opposent pas à la proposition *in fine*.
- Tenter de faire déboucher les conflits sur des propositions concrètes, réalisables.
- Mettre en place, si besoin, un tiers garant, assurant une méthode reconnue légitime par les parties prenantes (voir fiche défi sur la garantie).
- Sensibiliser les services techniques et les politiques à entendre les points de vue contradictoires, à inviter les associations et collectifs engagés, revendicatifs (se former à la communication non violente et à des outils d'écoute et de reformulation).
- Lire pour en savoir plus le guide "[Conflits et projet](#)" réalisé par l'ICPC.

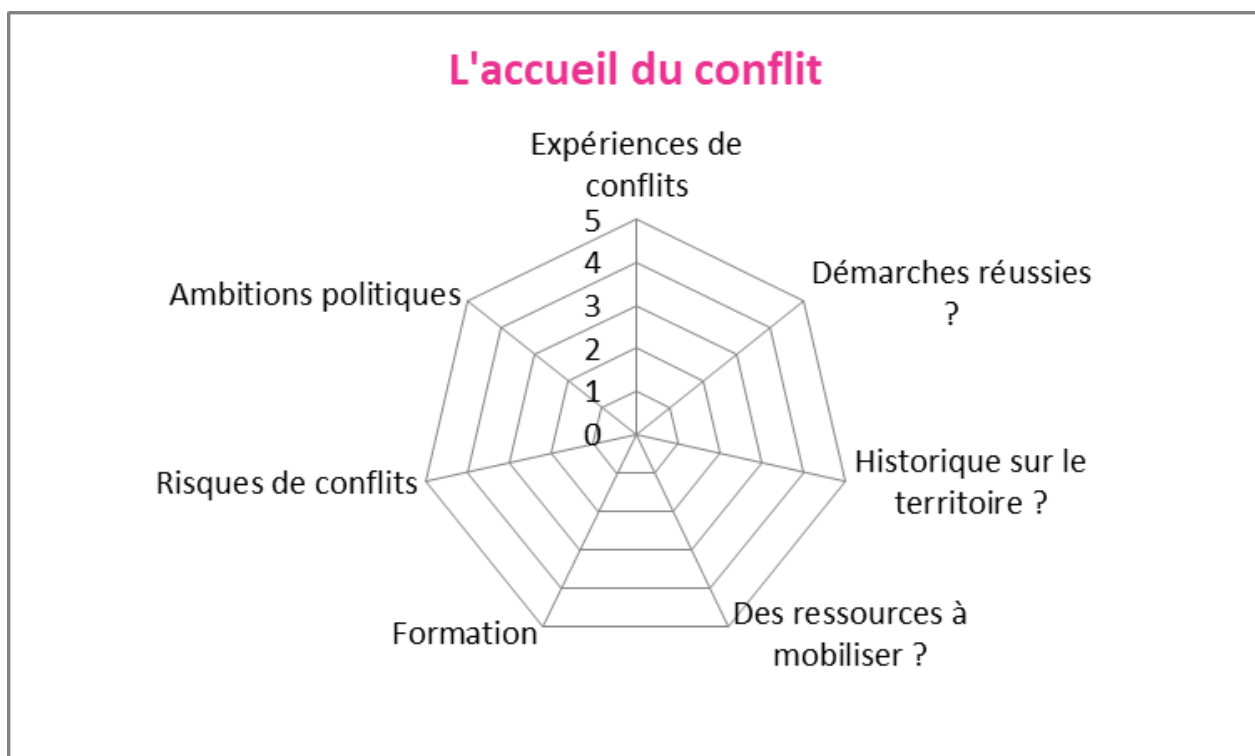
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est votre niveau d'expérience de gestion de conflits ?
- Connaissez-vous des démarches réussies intégrant les conflits ?
- Avez-vous connaissance de projets ayant généré des conflits dans votre territoire ?
- Avez-vous connaissance de ressources à mobiliser sur le sujet ?
- Vous sentez-vous formé à la gestion des conflits (vous sentez-vous prêts) ? Quel est le niveau de risque de conflits dans votre territoire/démarche ?
- Quel est le niveau d'appréhension politique du sujet ?



LE DÉFI DU LIEN À LA DÉCISION ET DE LA REDDITION DES COMPTES

Constats

De nombreux citoyen.nes affirment ne plus vouloir participer car “cela ne sert à rien” et les exemples au niveau national n’aident pas à affirmer l’inverse. En disant cela, ils expriment leur souhait de comprendre, suivre, ouvrir la “boîte noire” de la décision. Car les praticien.nes savent mobiliser (s’ils en ont les moyens), recueillir la diversité des expressions, construire des espaces de dialogue et de délibération... mais ensuite, trop souvent, les expressions entrent dans un circuit opaque au sein d’instances fermées. C’est un des enjeux majeurs du mandat.

Pistes

- Proposer sur le mandat des grands temps de décisions qui peuvent être travaillés et orientés avec les citoyens (tout ne peut pas être co décidé).
- Travailler sur la posture des élu.es et des services : ne pas faire “à la place de”, mais accompagner les citoyen.nes dans la compréhension des enjeux et dans l’expression collaborative, pour avancer vers une délibération la plus collective possible (cela peut se mettre en place dans le cadre d’une assemblée citoyenne par exemple).
- Partir de sujets portés par des collectifs : construire un *continuum* de l’expression/interpellation à la décision (voir aussi la fiche défi *hybridation démocratique*).
- Construire des assemblées citoyennes délibératives.
- Aller jusqu’à des écritures collectives de délibérations et ouvrir des espaces lors des conseils municipaux pour des présentations collectives.
- Co-construire les règles des dispositifs et espaces et s’assurer que la collectivité/administration les respecte.
- Émettre une information complète sur ce que la structure/le maître d’ouvrage va faire des contributions.
- Construire une transparence du chemin décisionnel et l’expliquer : qui décide de quoi, quand et où.
- Proposer à des personnes et proposer des outils (sites web, réseaux sociaux) d’assurer le suivi des décisions.
- Instaurer des réunions périodiques et des comités *ad hoc* (avec des citoyen.nes...) pour suivre le circuit de la délibération à la suite des concertations puis pour suivre les mises en œuvre.
- Revenir sur les engagements de campagne de la majorité pour identifier la place des citoyens dans les grandes décisions.

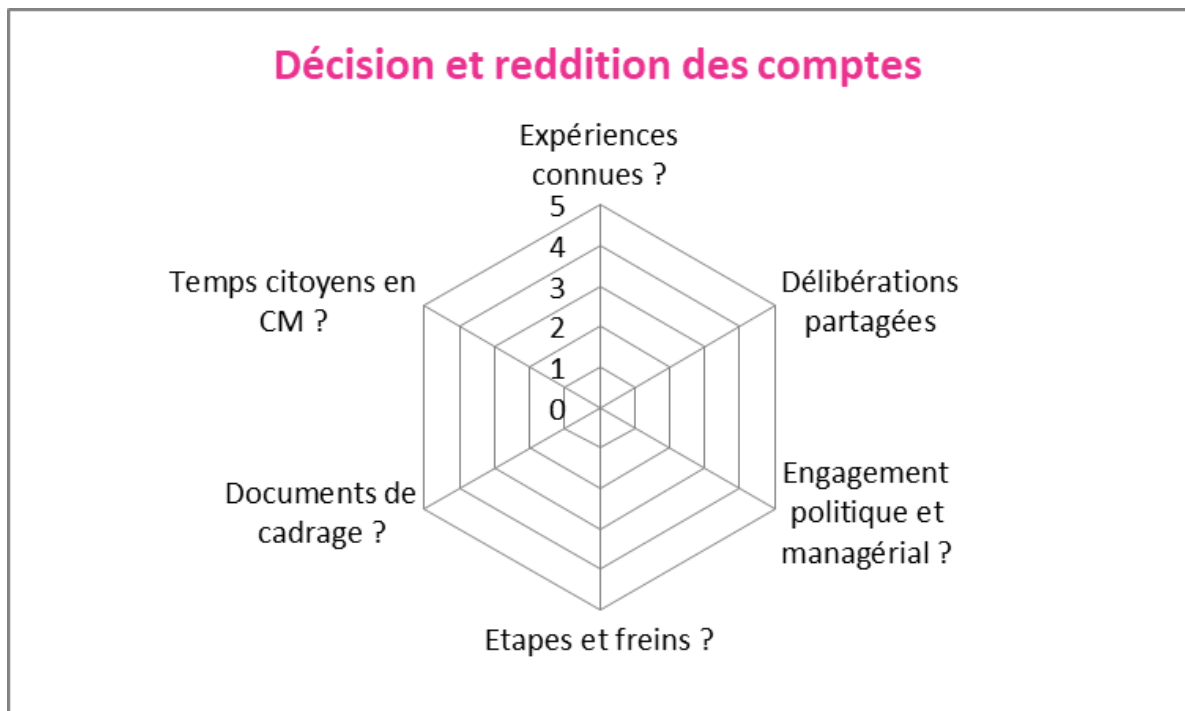
Positionnez-vous !

L’objectif est de faire un travail d’analyse pour vous positionner, afin d’identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est votre niveau de connaissance d'expériences de reddition des comptes dans votre territoire/institution ?
- Quel est l'ampleur de démarches d'élaboration partagées de délibérations ? Quels sont les paliers et les freins à lever pour avancer sur le sujet ?
- Quel est le niveau d'engagement politique et managérial ?
- Quel est votre niveau de connaissance de documents de cadrage sur le sujet ?
- Le conseil municipal permet-il des temps citoyen.nes ? Avec quel niveau d'ambition ?



LE DÉFI DE LA GARANTIE

Constats

Il est aujourd'hui nécessaire de garantir l'intégrité, la transparence, la redevabilité afin que les dispositifs soient dignes de confiance. Il n'est pas seulement question de participer, mais d'avoir confiance en la participation elle-même. Il est dès lors possible de se poser la question de la figure du tiers garant. Celui-ci peut protéger le dispositif en le rendant impartial ou l'éloigner de possibles interférences politiques, économiques ou autres.... Le tiers garant, qu'il soit autorité morale, commission indépendante ou instance pluraliste peut jouer un rôle essentiel dans la "trustworthiness".

Pistes

- Réfléchir à la nécessité de mettre en place un ou des garant.es : quelle est la situation du territoire, du projet, la tension ou les conflits existants ? Cela peut être une façon de redonner confiance dans une approche malmenée qui est "mal embarquée", des de fortes oppositions...
- La notion de garantie peut s'incarner dans de différentes façons :
 - les garant.es de type CNDP (Commission nationale du débat public) qui permet à une personne ou plusieurs, sur des gros projets liés au droit de l'environnement, d'assurer un suivi de la démarche ;
 - un collectif de citoyen.nes ;
 - un tiers neutre ou encore un groupe d'universitaires ou une commission mixte...
 - Les formes de garanties peuvent être diverses ; mais le dispositif doit être pensé et partagé avec les parties prenantes.
- Rendre transparent le choix du ou des garant.es, présenter et publier leur rapport, et réajuster si nécessaire pour réorienter la démarche au fil de l'eau.

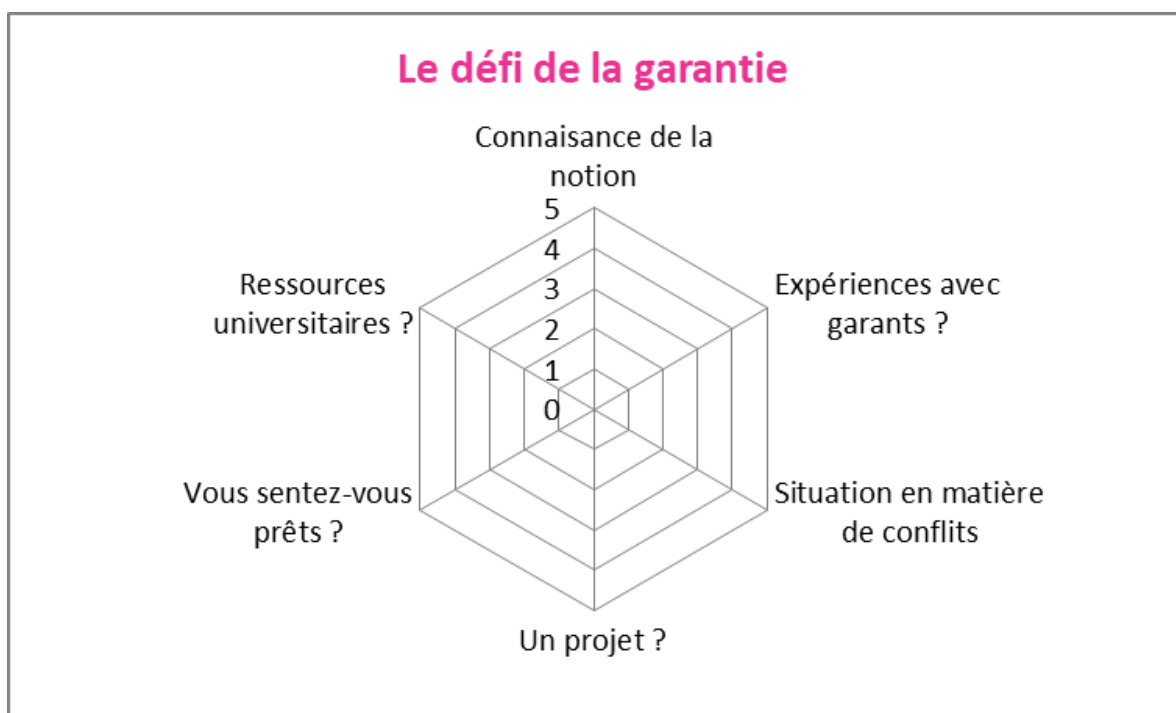
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est votre niveau de connaissance de la notion de garantie de la concertation ?
- Avez-vous déjà eu des expériences de démarches avec des garant.es ?
- Quelle est la situation du territoire en matière de conflits et/ou de confiance dans la participation ?
- Avez-vous un projet ou une démarche qui pourrait nécessiter l'apport de garant.es ?
- Vous sentez-vous prêt ?
- Pouvez-vous vous appuyer sur des ressources, par exemple universitaires sur le sujet ?



LE DÉFI DE L'ÉVALUATION

Constats

Le défi de l'évaluation n'est pas un défi isolé, il traverse l'ensemble des défis en s'appuyant sur les objectifs identifiés et en prenant en compte les besoins des parties prenantes.. Évaluer est aussi une condition de légitimation de la participation (la participation sert à quoi ?). Il s'agit d'évaluer le processus et son impact et de partager les objectifs, la méthode, les résultats et impacts de l'évaluation.

Mais attention à ce que l'évaluation ne soit pas une étape temporelle de plus qui allongerait le temps de la mise en action. Elle doit se construire pendant la démarche de participation et de façon participative.

Pistes

- Sensibiliser et amener les élu.es, habitant.es et techniciens dans la démarche d'évaluation.
- Se former à l'évaluation, en utilisant des méthodes et des outils adaptés (lire le guide rédigé par l'ICPC : <https://i-cpc.org/evaluation-de-la-participation/>).
- Bien connaître ses objectifs et les partager pour mener une démarche d'évaluation co-construite ; travailler sur les questions évaluatives.
- Travailler des indicateurs complémentaires, en lien avec les objectifs.
- Mieux connaître les outils : baromètre, étude longitudinale, questionnaires sur le ressenti et la compréhension du dispositif, création d'outils partagés, tableaux de suivis....
- Aller vers des évaluations qui ne soient pas purement techniques et quantitatives, mais qui interrogent aussi sur les intérêts minorés et peu audibles.
- Prendre en compte les considérations individuelles (pas uniquement collectives).
- Rendre compte de l'évaluation en cours et/ou en fin de démarche ; faire évoluer la démarche si possible, ou prendre en compte pour une démarche suivante.

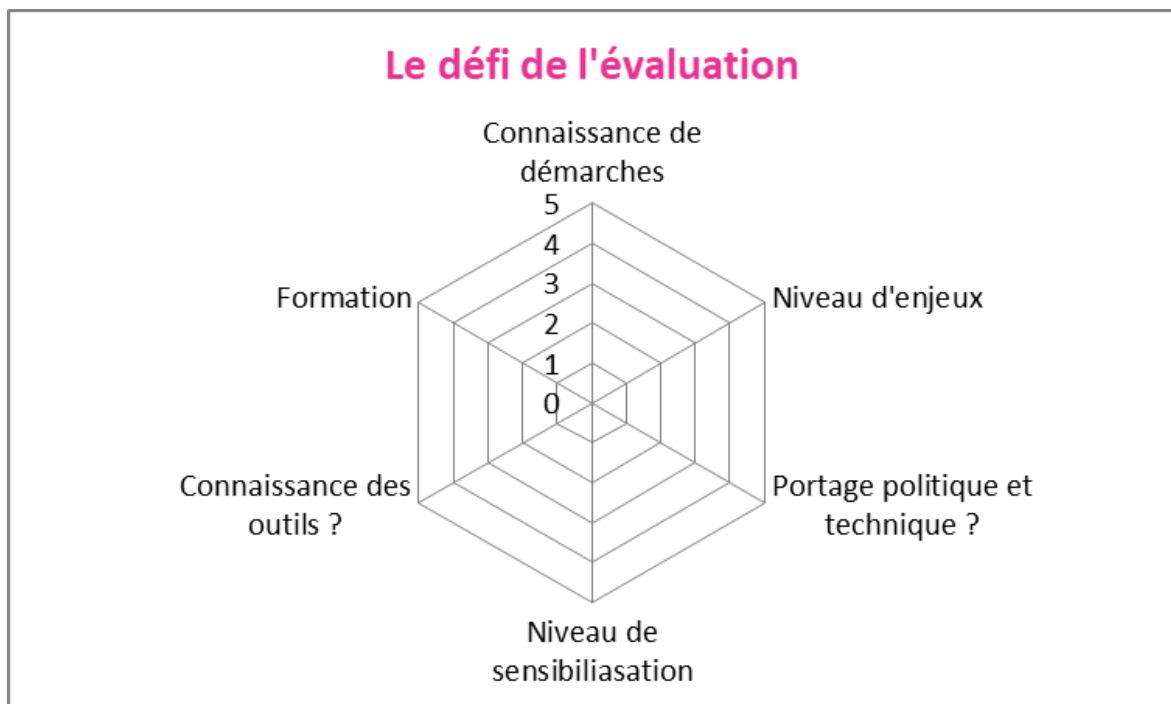
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Connaissez-vous des démarches d'évaluation participatives ou avez-vous déjà mené des démarches de ce type ?
- De votre point de vue, faire de l'évaluation, est-ce un enjeu plus ou moins important dans votre organisation/institution ?
- Avez-vous connaissance du niveau de sensibilisation à l'évaluation au sein de votre structure ?
- Quel est le niveau de compétences, organisation, outillage de votre institution en matière d'évaluation ?
- Vous sentez-vous formé ? Existe-t-il un portage politique et technique ?



LE DÉFI DE LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

Constats

La participation citoyenne transforme l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques et donc le fonctionnement des organisations. Les expressions citoyennes et des parties prenantes peuvent réorienter profondément les actions et politiques, mais il s'agit de le tracer et de l'identifier, ce qui n'est pas simple. Toutes les équipes ne sont pas sensibilisées, formées, mobilisées et la participation citoyenne est encore souvent proposée comme "une cerise" en plus, à côté, avec peu d'impacts. Or, la participation citoyenne doit permettre de transformer nos modes de construction des politiques publiques, au plus proche des besoins.

Pistes

- Cartographier les agent.es et métiers susceptibles d'être en lien avec des citoyen.nes.
- Proposer à des agent.es d'être "ambassadeurs" de l'écoute et du dialogue citoyen.
- Intégrer dans les démarches et dans les suivis de projets, des temps de cadrage entre élu.es, citoyen.nes et agent.es.
- Crédibiliser la parole et l'expérience d'usage auprès des administrations en les embarquant, en leur montrant la plus-value de la participation.
- Intégrer concrètement la participation dans la formation des agent.es et des élu.es. Acculturer à la participation les services techniques.
- Créer des espaces de dialogue à l'intérieur de l'administration pour travailler l'interface entre la commande politique et les expressions citoyennes.
- Valoriser les agent.es de toutes catégories et les légitimer dans leur capacité à être à l'écoute (par exemple les agents d'accueil qui peuvent entendre et être relais de formes faibles d'expressions...).
- Construire des approches d'innovation et de design de politiques publiques basées sur des expressions citoyennes, c'est une façon d'aborder l'élaboration des politiques publiques différentes).
- Construire des briques de suivi des politiques publiques avec des citoyen.es (comités de suivis, comités d'évaluation...).
- Positionner la participation citoyenne en transversalité dans l'organigramme et permettre aux agent.es de la participation d'être en lien avec les orientations stratégiques.
- La participation citoyenne peut entrer dans les outils de pilotage d'une institution.
- Penser inter services, inter politiques, inter institutions...

Positionnez-vous !

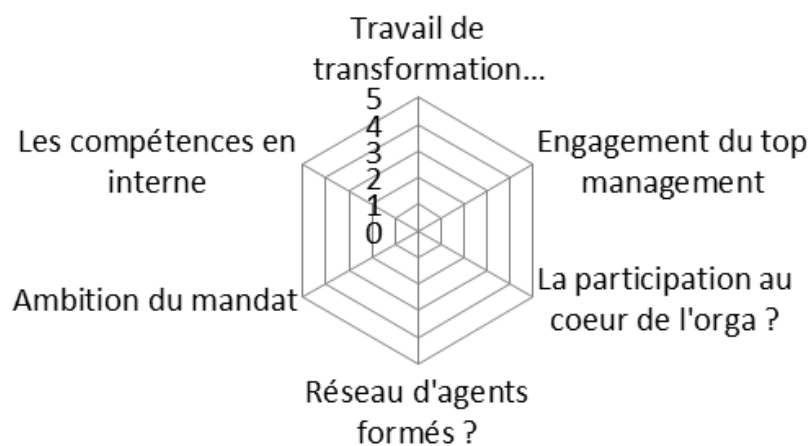
L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Votre institution a-t-elle engagé un travail de transformation interne liée à l'accueil des expressions ?
- Quel est le niveau d'engagement participatif du top management ?
- Quel est le positionnement de la participation dans l'organisation technique et politique ?
- Quel est l'ambition de la structuration d'un réseau d'agent.es formés au sein de votre institution ?
- Quel est le niveau d'ambition politique sur ce mandat ?
- Avez-vous connaissance de compétences au sein de votre institution sur le sujet ?

La transformation des organisations et des politiques publiques



LE DÉFI DE FAIRE TERRITOIRE COMMUN

Constats

L'entrée territoriale, en pensant le territoire comme un ensemble d'acteur.rices, de parties prenantes diversifiées, peut permettre de dépasser et de décloisonner l'approche institutionnelle. En France, les niveaux institutionnels priment souvent sur les réseaux d'usages et les besoins, et bien souvent, ne permettent pas de travailler sur l'enjeu important de "Faire territoire commun pour bien y vivre dans la diversité". Et la question du "bon" territoire, de la bonne échelle, est souvent posée et complexifie les échanges. Mais la notion de territoire est une entrée utile pour aborder et reconnaître les implications citoyennes dans les transformations environnementale et sociétale.

Pistes

- Construire une cartographie des parties prenantes sur votre territoire (avec l'idée de travailler sur un territoire de projet, dépassant les institutions).
- Identifier les personnes, collectifs et lieux qui connaissent bien les enjeux du territoire, réaliser des entretiens.
- Partir des expressions, des tensions et faire émerger des points de vue divergents et complémentaires.
- Se poser la question des appartenances communautaires et territoriales.
- identifier et valoriser des moments de partage, des fêtes, des activités communes, comme le sport ou la culture. Favoriser les échanges interculturels.
- Utiliser et s'appuyer sur les espaces et les lieux publics existants (écoles, centres de loisirs, tiers lieux, cafés associatifs...).
- Penser un projet fédérateur avec des acteur.rices du territoire.
- Accompagner les dynamiques territoriales repérées.
- Penser à la prospective territoriale comme approche ensemble.
- Développer des compétences d'animation et de médiation avec les acteurs du territoire (s'appuyer sur un conseil de développement s'il existe).

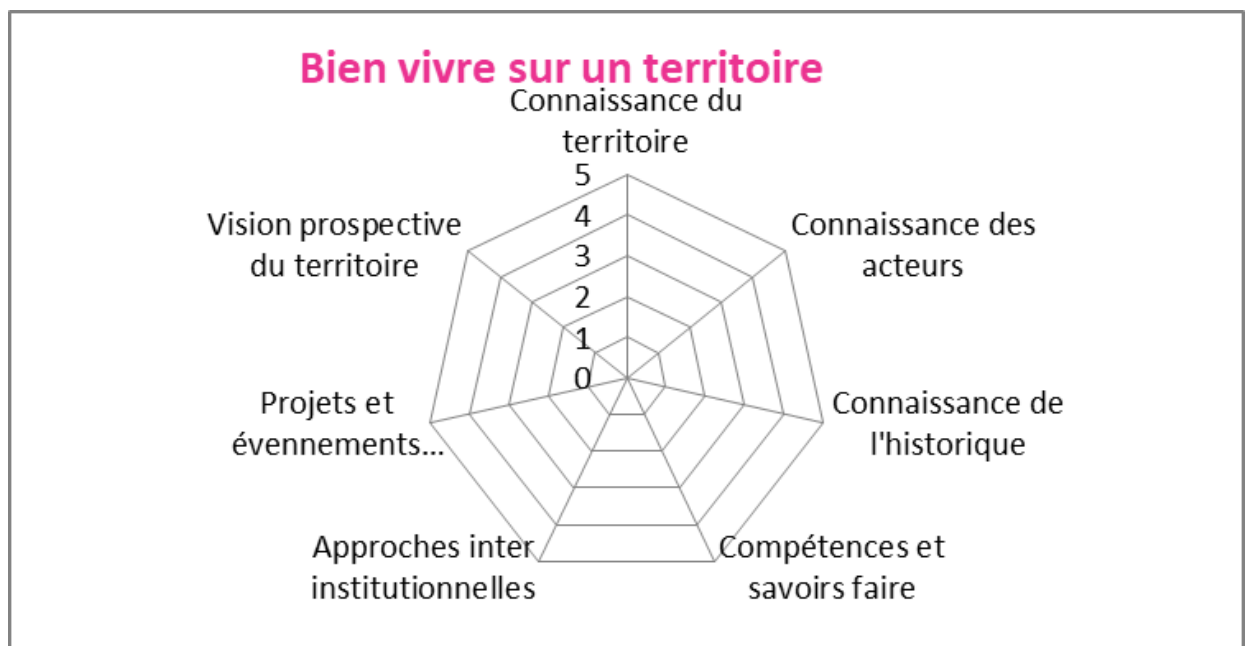
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Connaissez-vous votre territoire ?
- Connaissez-vous les acteur.rices engagés, mobilisables ?
- Avez-vous une connaissance de l'historique de la participation et des conflits sur votre territoire ?
- Repérez-vous et disposez-vous de compétences et savoirs faire participatifs sur le territoire ?
- Avez-vous connaissance d'approches inter institutionnelles s'appuyant sur du participatif ?
- Existe-t-il des projets et événements mobilisateurs ?
- Existe-t-il une vision prospective du territoire ?



LE DÉFI DE L'INTÉGRATION DU VIVANT NON-HUMAIN

Constats

Lutter contre l'effondrement du vivant non-humain est clairement un axe fort de transformation démocratique qui place la participation au cœur des enjeux environnementaux et sociétaux. Mais aujourd'hui, peu d'espaces participatifs sont ouverts aux non humains. Intégrer les voix du vivant peut transformer les espaces délibératifs en profondeur et outiller pour accueillir les conflits (cf *fiche défi Accueillir les conflits*). C'est une orientation forte qui pourrait être mise en place lors de ce mandat.

Pistes

- Sur les sujets d'aménagement notamment, prendre en compte la complexité des écosystèmes et des espèces qui le composent pour mieux comprendre les interdépendances.
- Organiser la représentation des espèces vivantes non-humaines, les prendre en compte dans les décisions notamment sur le long terme : faire entrer cette approche dans son institution (sensibilisation, expérimentation, formations...).
- S'appuyer sur des associations qui connaissent ce type de démarche ou s'y sont sensibles.
- Intégrer des regards scientifiques et croiser avec des approches sensibles comme les arts, les récits, les souvenirs vernaculaires et populaires.
- Découvrir et expérimenter les outils : Parlement des choses, balades naturalistes...
- Tester de nouvelles approches pour construire des projets intégrant le non-vivant (tester en petits groupes).
- Évaluer et montrer les avantages sur les projets pour embarquer les décideurs.
- Enfin, lire le dossier de la revue [démocratieS](#) pour se nourrir et tenter d'avancer sur le sujet !

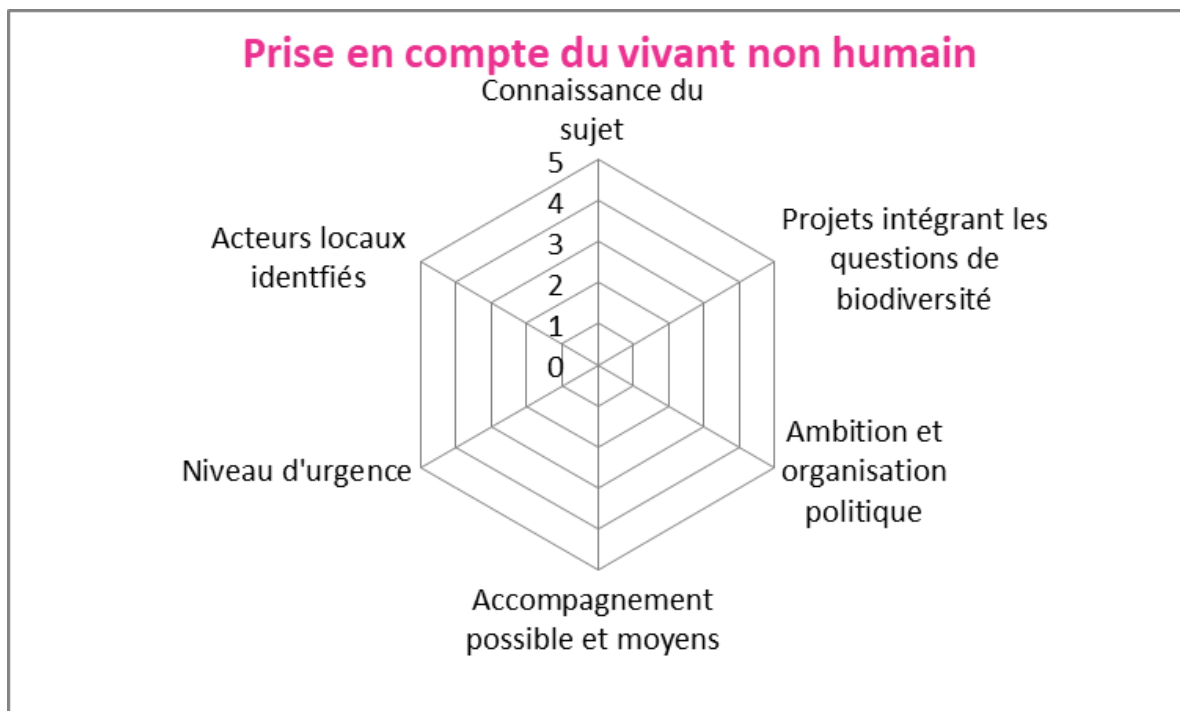
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Quel est votre niveau de connaissance du sujet ?
- Avez-vous des projets nécessitant un regard particulier sur la notion du vivant ?
- Quel est le niveau des ambitions politiques et d'organisation en interne pour s'engager sur ce sujet ?
- Avez-vous repéré des structures qui peuvent vous accompagner et avez-vous des ressources ?
- Quels sont les besoins et l'urgence sur votre territoire ?
- Avez-vous repéré des acteur.rices locaux compétent.es sur le sujet sur votre territoire ?



LE DÉFI DE L'HYBRIDATION DÉMOCRATIQUE

Constats

Les démarches de participation citoyenne sont plus aujourd'hui un assemblage de pratiques, voire d'outils participatifs empilés, disparates au fil des projets.... Or, recueillir les différentes envies et proposer aux citoyens différentes formes d'implications pour impacter par des voies (et voix) diverses le territoire et l'action publique est aujourd'hui un enjeu fort. Il s'agit de construire une véritable architecture intégrée, alliant différentes formes démocratiques : délibérative, du faire, d'interpellation, des communs, associative.... Peut-on penser une démocratie hybride qui articule les pratiques comme un ensemble fluide et interconnecté, en sortant d'une vision d'une démocratie linéaire ?

Pistes

- Expérimenter et mixer des espaces collaboratifs proposant aux différentes personnes de s'impliquer selon leurs envies, choix et capacités : dans un jardin partagé, sur une démarche avec des jeunes, dans un projet collaboratif, dans un conseil de quartier, sur une convention ou assemblée, dans un temps court ou plus long...
- Tenter des démarches plus directes (votations, référendums, interpellations...).
- Organiser la prise en compte de la participation de manière systématique (reddition des comptes, lire la fiche défi).
- Réinterroger les démarches existantes (budget participatif, participation sur les projets d'urbanisme par exemple) pour construire un continuum démocratique alliant écoute et réorientations politiques.
- Évoluer en termes de postures politiques et techniques : construire des partenariats et non pas des démarches et des outils pour "faire participer".
- S'ouvrir aux collectifs, aux propositions de faire ensemble, autrement...
- Proposer des espaces d'implications citoyennes en lien avec les transitions sociétales : environnement, social, démocratie...
- Être en contact avec d'autres collectivités pour échanger sur des pratiques similaires (participer aux différents temps proposés par l'ICPC !).

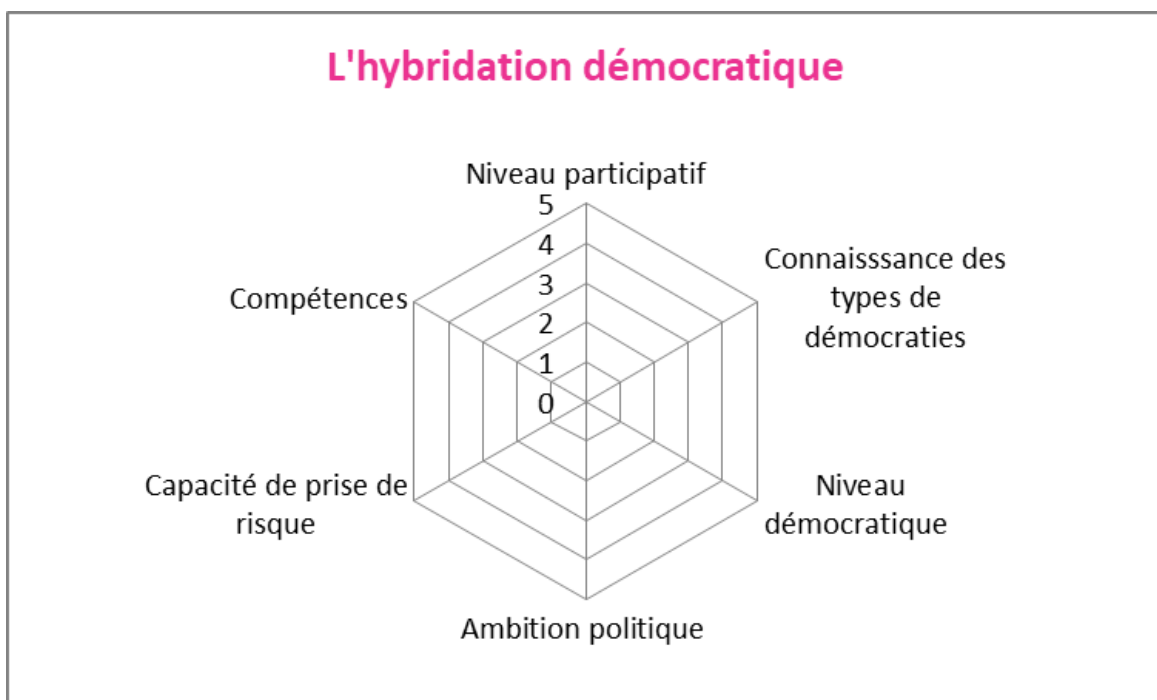
Positionnez-vous !

L'objectif est de faire un travail d'analyse pour vous positionner, afin d'identifier comment vous vous placez pour relever ce défi !

En vous appuyant sur les questions page suivante, vous pouvez vous positionner de 0 (moins bon) à 5 (très bon)

Les questions pour vous positionner sur le radar :

- Comment qualifiez-vous le niveau de développement de la participation dans votre territoire ?
- Quel est votre niveau de connaissance et d'expérimentation des différents types de démocraties ?
- Quel est le niveau "démocratique" des expérimentations déjà menées ?
- Quel est le niveau d'ambition politique ? Comment considérez-vous votre capacité de prise de risque pour expérimenter et mixer ?
- Comment considérez-vous votre niveau de compétences sur le sujet ?



LES ÉTAPES DU CHANTIER EN DÉTAIL



Les Grands entretiens

Les “grands entretiens” ont été menés avec des élu.es engagés lors de leur mandat dans la participation citoyenne et le renforcement démocratique à leur échelle. Nous avons choisi une élue engagée dans un village qui pense la gouvernance de ce territoire avec les citoyen.nes et réoriente la posture de l’élue ; un élu métropolitain qui pense les innovations participatives à l’échelle d’un grand territoire complexe ; une élue issue d’une liste participative qui pousse les innovations démocratiques et imagine des ouvertures fortes ; et une élue de la plus grande ville de France qui telle une cheffe d’orchestre manie les différentes démarches et les emboîtent pour associer la plus grande diversité de parties prenantes et de citoyen.nes. Quatre “grands entretiens” ont ainsi été réalisés.

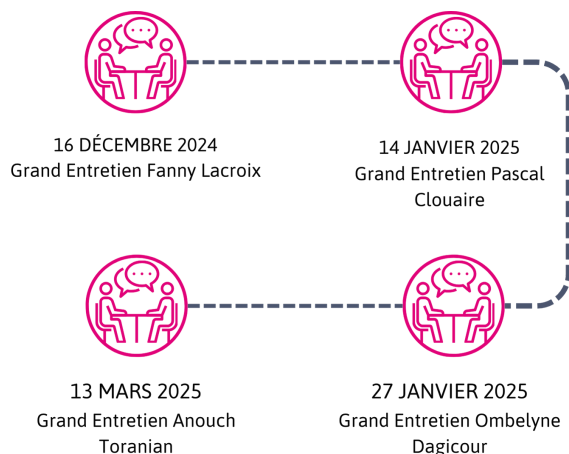
L’ICPC a organisé chaque échange sur une heure, en visio, ouvert à toutes et tous sur inscription.

Le premier entretien s’est déroulé avec **Fanny Lacroix**, maire de Châtel en Trièves et vice-présidente de l’Association des maires ruraux de France. L’élue défend une vision vivante, inclusive et profondément ancrée dans le territoire communal comme échelle politique de base.

Elle promeut un “**droit au village**”, où chacun.e peut s’investir de façon autoportée, au-delà des impulsions municipales plus descendantes. Elle explique comment l’association Châtel-Village a vu le jour, une association collégiale réunissant habitant.es, acteur.rices économiques et associatifs. Le but étant que la commune puisse fonctionner comme un **tiers-lieu élargi**.

Le second s’est déroulé avec **Pascal Clouaire**, vice-président de Grenoble Alpes Métropole, chargé de la culture, de l’éducation et de la participation citoyenne. **Il inscrit la participation citoyenne et le territoire grenoblois dans une tradition d’éducation populaire**. Pour lui, la participation est un moyen d’émancipation individuelle et collective qui doit innover et se réinventer. Mais il souhaite aussi renforcer la participation de la Métropole, avec un rôle de coordination, d’animation et la mutualisation, afin de renforcer sa légitimité démocratique. Il plaide, par exemple, pour mettre en place **des dispositifs d’interpellation citoyenne et le renforcement d’une démocratie climatique**.

Le troisième entretien a été réalisé avec **Ombelyne Dagicour**, première adjointe à la ville de Poitiers, chargée de la démocratie locale, de l’innovation démocratique et de l’engagement citoyen. Elle souhaite **faire évoluer la posture des élu.es, avec davantage de co-décision, de transparence et d’horizontalité**. Elle souhaite aller au-delà de



la consultation pour **aller vers une démocratie délibérative et directe**.

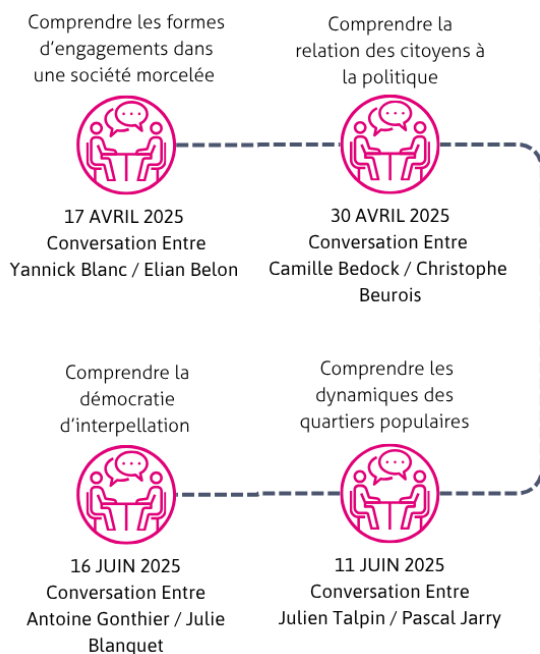
Pour ce faire, la ville a créé un service municipal dédié à la participation avec des agent.es spécialisés, ainsi qu'un budget participation renforcé. A noter aussi la création d'une Assemblée citoyenne mixte dont la mise en place a été rendue difficile par de nombreux obstacles juridiques rencontrés avec la préfecture et l'élue plaide **pour un droit d'interpellation citoyenne et le statut de citoyen participant**.

Le dernier entretien s'est déroulé avec **Anouch Toranian**, adjointe à la ville de Paris, chargée de la participation citoyenne et du débat public. L'élue plaide pour que **les associations soient soutenues comme des relais essentiels pour mobiliser et entendre les citoyen.nes**. C'est pour cette raison que le Conseil parisien des associations a vu le jour, réunissant de multiples structures. La ville de Paris a ainsi mis en place de nombreux dispositifs et souhaite les développer, croiser leurs expertises, les renforcer... Budget participatif, assemblées et conseils citoyens pour tous les âges ou encore **des votations citoyennes**. L'élue alerte aussi sur **le besoin d'un "statut du citoyen participant"**.



Les “conversations entre”

Les “conversations entre” ont permis de mettre en discussion un ou une chercheuse avec un ou une praticienne de la participation. Ces temps d’une heure étaient préparés en amont par une première entrevue entre le chercheur et le praticien afin d’établir les axes de la conversation. Les sujets ont été choisis en croisant les recherches actuelles sur la participation citoyenne et les questionnements des praticiens et praticiennes. Quatre “conversations entre” ont été menées.



La première conversation s’est déroulée entre **Yannick Blanc et Elian Belon**. L’engagement citoyen ne se limite plus à l’engagement militant ou associatif traditionnel. Il prend des formes diversifiées, individualisées et souvent non reconnues. Yannick Blanc a pu expliquer qu’il existait une tension entre désengagement vis-à-vis des institutions et essor d’un engagement autonome, informel, communautaire ou ponctuel.

Il existe une crise de la décision politique avec un risque de désillusion démocratique (conventions citoyennes sans réelles suites...) et un besoin de reconnaissance de l’engagement plus informel. **L’enjeu pour 2026 est donc de réconcilier engagement, participation et capacité d’agir.**

La deuxième conversation s’est déroulée entre **Camille Bedock et Christophe Beurois**. Un constat est fait : de nombreux citoyen.nes se disent non écoutés ou mal représentés. Ils ont une perception plutôt négative de la classe politique, jugée coupée de leurs réalités et soumise à des intérêts particuliers. Cela donne lieu à un désenchantement démocratique et à des demandes croissantes en faveur de réformes institutionnelles, comme le référendum d’initiative citoyenne (RIC). Si la participation est une promesse de “faire ensemble”, elle ne peut fonctionner que si elle est sincère et si elle produit un effet. C’est pour cette raison qu’il faut **repolitiser les lieux de décision, créer des espaces d’éducation politique et encourager l’innovation sociale et politique.**

La troisième conversation s’est tenue entre **Julien Talpin et Pascal Jarry et co portée avec l’institut Alinsky**. Il existe une crise démocratique persistante dans les quartiers populaires. Si depuis 40 ans la démocratie

participative tente de réduire les inégalités d'expressions, c'est un fait, ces habitant.es demeurent peu mobilisés et représentés. Ce n'est pas un désintérêt de leur part, mais une désillusion face à un sentiment d'inutilité.

Il est donc primordial de **redistribuer réellement le pouvoir et d'aller vers plus de co-décision**. Il s'agit aussi d'éviter la stigmatisation et le manque de représentation politique et de **réhabiliter le rôle des acteur.rices de quartiers : il faut s'appuyer sur les associations, les agent.es de développement local et des politiques jeunesse**s.

La dernière conversation s'est déroulée entre **Antoine Gonthier et Julie Blanquet**. La démocratie d'interpellation est cruciale, car elle part de la demande citoyenne, répondant à la crise de légitimité des élu.es, l'éloignement des publics populaires et la désillusion démocratique. Des dispositifs voient le jour mais sont mal encadrés juridiquement. Cependant, malgré leur potentiel, ils ne corrigent pas les inégalités sociales de participation. Il faut donc prendre en compte les collectifs issus de quartiers populaires et "prendre soin" du dispositif (informer, accompagner les démarches). En somme, il faut **créer un continuum d'accompagnement avec des agent.es formés, un engagement clair de l'exécutif et un cadre juridique national favorisant l'expérimentation**.



Les ateliers

Les ateliers se sont construits au fil des besoins, des demandes, des rencontres et des capacités d'organisation des collectifs locaux composés de praticiennes et de praticiens du public et du privé.

Les ateliers-défis se sont déroulés sous une forme commune : le forum ouvert.

Les participant.es pouvaient choisir parmi les défis proposés, en rajouter, les reformuler et se constituer par petits groupes autour de quatre axes : les *objectifs* du défi, les *autres enjeux* que révèle ce défi, les *difficultés* et enfin les *conditions nécessaires* pour relever le défi.

Vous pouvez trouver l'ensemble des fiches-défis à partir de la page 13 pour vous positionner et les relever !

A noter que vous pouvez faire appel à l'ICPC pour vous aider dans votre positionnement et poser les premiers jalons (**lire page 13**).

Le premier atelier organisé l'a été à l'occasion des Rencontres européennes de la participation du 17 au 19 mars 2025 à Strasbourg. Cet atelier proposait d'écrire la partie "participation" des programmes municipaux fictifs pour les élections en 2026. Il s'est déroulé le 18 mars sur deux heures et a réuni une soixantaine de participant.es qui se sont répartis sur six tables rondes, chacune travaillant sur une typologie de ville particulière, inventée par l'ICPC. Chaque groupe avait une heure pour réfléchir à trois idées-phares pour placer la participation au centre de leur programme. Ce temps avait pour objectif de réfléchir à des idées innovantes en matière de démocratie locale et de participation citoyenne, en corrélation avec des réalités de terrain. Cela a permis de croiser les regards, les expériences et faire émerger des réflexions autour de ces enjeux.



Des ateliers-défis ont été organisés dans plusieurs territoires en France, souvent portés par des groupes locaux de l'ICPC. Plusieurs temps préparatoires ont été organisés en amont de chaque atelier-défi entre les équipes locales et l'équipe ICPC national. Ces ateliers ont duré entre 1h30 et 3h. Ils avaient pour objectif de travailler les fiches-défis (voir page 13 et suite) avec des acteur.rices locaux afin de les affiner.

Une rencontre à **Lyon** a été organisée le 8 avril avec le Comité des Allié.es, lors de la semaine de la démocratie et de la participation organisée par ce collectif. Cet atelier a duré 1h30 et les participant.es ont pu travailler sur des défis, par petits groupes. Une vingtaine de personnes étaient présentes, dont une large majorité de praticien.nes.

Les défis sélectionnés par les participant.es ont été : *faire commun, garantie et évaluation, bien vivre sur un territoire, accueil du conflit, le lien à la décision et la reddition des comptes et donner envie.*



Une rencontre à **Angers** a été organisée le 2 juin avec l'ICPC 49. Cet atelier a duré 3h et les participant.es ont pu travailler sur deux défis différents, par petits groupes. Une vingtaine de personnes étaient présentes, dont des praticien.nes mais aussi des citoyen.nes engagés, des élu.es et des agent.es du département du Maine et Loire.

Les défis sélectionnés par les participant.es ont été : *bien vivre sur un territoire, transformation de l'administration, accueil du conflit, le lien à la décision et la reddition des comptes, intégration des habitant.es de quartier populaire, intégration du vivant non-humain et l'évaluation.*

Une rencontre à **Nantes** s'est tenue le 5 juin avec l'ICPC 44. Cet atelier a duré 1h30 et les participant.es ont pu travailler sur un défi chacun.e, par petits groupes.

Une vingtaine de personnes étaient présentes, dont une majorité de praticien.nes.

Les défis sélectionnés par les participant.es ont été : *transformation de l'administration, accueil du conflit, donner envie, faire commun, le lien à la décision et la reddition des comptes.*



Une rencontre à **Rennes** a été organisée le 11 juin avec l'ICPC 35. Cet atelier a duré 1h30 et les participant.es ont pu travailler sur un défi chacun.e, en duo ou groupe de trois. Une dizaine de personnes étaient présentes, dont une majorité de praticien.nes et de consultant.es. Les défis sélectionnés par les participant.es ont été : *intégration du vivant non-humain, faire commun, donner envie et l'impératif démocratique.*



Un atelier s'est déroulé avec les étudiant.es de **SciencePo Rennes** les 3 et 4 juillet. Trois défis ont été choisis avec la directrice des Master Design et Participation, Anne Chevrel, soit : *la participation des habitant.es des quartiers populaires, bien vivre sur un territoire et l'intégration du vivant non-humain.* Les étudiant.es ont pu travailler en groupe de dix sur un défi qu'ils ont sélectionné, pendant deux jours, sous forme design et de prototypage. Les restitutions ont été faites en présentiel et en visio à l'équipe de l'ICPC.

Un atelier a été organisé en partenariat avec **Truedem** en visioconférence le 22 avril sur 1h30. Ce temps intitulé "3 défis pour la participation citoyenne aujourd'hui et demain" a été axé sur trois enjeux majeurs choisis avec Frédéric Gonthier et Carole-Anne Tisserand : le défi du "care" pour faire société, le défi de la garantie et l'évaluation de la participation et enfin le défi de l'hybridation démocratique. Une trentaine de personnes étaient présentes, formant trois groupes de dix personnes pour travailler sur les défis proposés.

Ressources pour aller plus loin

La revue démocraties : https://democraties.media/	- Le dossier sur “la démocratie du vivant” - Le dossier “L’Information, maillon faible de la participation ? ”
Les productions de L’ICPC	- Le dossier “Conflit et projets : comment dialoguer dans des contextes difficiles” : https://i-cpc.org/conflits-et-projets-2/ - Le dossier “genre et participation” : https://i-cpc.org/genre-et-participation/ - A quoi et à qui la démocratie participative est-elle utile ? Compte-rendu des échanges du 29 janvier 2024 - Le dossier sur l’évaluation de la participation : https://i-cpc.org/evaluation-de-la-participation/
Autres ressources	- Institut Alinsky - Action communes - Commission nationale du débat public - Société française d’évaluation - GIs démocratie et participation et son Dicopart

Et retrouvez plus de 2000 ressources dans : <https://i-cpc.org/ressources/>

Ce document a été réalisé grâce à

Swann Le Bras, stagiaire à l'ICPC de janvier à juin 2025 qui a permis au chantier 2026 de vivre au quotidien et qui a assuré les comptes-rendus des différents temps.

Au comité de pilotage de l'ICPC composé de Gilles-Laurent Rayssac, Sandra Rataud, David Prothais, Judith Ferrando-Puig et les apports d'Élian Belon, de Pascal Jarry, de Christophe Beurois.

Aux intervenants chercheurs et élu.es mobilisés et un merci particulier à Frédéric Gonthier et Carole-Anne Tisserand embarqués dans le cadre du projet européen Truedem.

A nos partenaires Décider ensemble, l'institut Alinsky, Action communes, la CNCD...

Aux groupes locaux 49, 44, 35, au Comité des alliés.es, aux étudiant.es de Sciences Po Rennes.

A Louise Jean-Albert responsable des programmes à l'ICPC pour la relecture et la mise en page.

Merci à l'ANCT pour le soutien



agence nationale
de la cohésion
des territoires

**et surtout à vous, aux 500 participant.es des rencontres, ateliers, conversations, entretiens...
que nous avons organisés en 2025.**

Merci !

**Maintenant à vous de jouer,
et nous souhaitons être à vos côtés pour relever les défis !**

contact@concerter.org

